

Attrait du salaire, envie de « quitter la France » : le salon de l'intérim luxembourgeois fait le plein à Yutz

Ce mardi 12 septembre, Fedil Employment Services organise son quatrième « Salon de l'intérim Luxembourg » à Yutz. Les candidats s'y sont pressés en nombre. L'argument salarial pèse toujours lourd, bien plus que les contraintes du trajet vers le Grand-Duché.



« Le Luxembourg continue d'attirer, et tant mieux pour nous ! » Fabrice Poncé est enthousiaste, et la belle fréquentation matinale du salon de l'intérim Luxembourg, organisé par Fedil Employment Services (FES) qu'il préside, n'est certainement pas étrangère à cet entrain. 26 des 32 entreprises d'intérim luxembourgeoises adhérentes à FES sont présentes ce mardi 12 septembre à l'AmphY de Yutz.

Elles n'ont pas fait le déplacement pour rien : les candidats à une mission ou un emploi au Grand-Duché étaient là avant l'ouverture des portes. Réseaux sociaux, spots radio, annonces dans la presse : la publicité du rendez-vous a bien fonctionné. Dès 9h, les tables des différentes agences d'intérim sont prises d'assaut : on donne son CV, on prend les cartes de visite et, surtout, on discute.



Fabrice Poncé est le président de Fedil Employment Services. © PHOTO: Virgule/Pascal Mittelberger

« Nous rencontrons une pénurie de candidats, non seulement pour des métiers qualifiés mais aussi pour des profils non qualifiés ».

*Fabrice Poncé
président de Fedil Employment Services*

5.000 offres d'emploi sont disponibles, dans un contexte tendu. «Nous rencontrons une pénurie de candidats, non seulement pour des métiers qualifiés mais aussi pour des profils non qualifiés, par exemple les manutentionnaires», souligne Fabrice Poncé qui, outre sa casquette de président de FES, est aussi et surtout patron d'une entreprise d'intérim. Il pointe aussi les difficultés de recrutement de l'Horeca, qui persistent.

L'intérim pour « tester » la vie de frontalier



Derrière ce propos se pose bien évidemment l'équation entre un bon salaire, et donc un meilleur niveau de vie, et la contrainte du trajet quotidien vers le Luxembourg. « La mobilité est le principal frein, concède Fabrice Poncé. Les pouvoirs publics mettent pourtant le paquet pour améliorer l'offre de transport, mais dans l'immédiat, ça reste compliqué. » Pourtant, à entendre quelques candidats ce mardi matin à Yutz, l'argument salarial pèse encore lourd dans la balance. Surtout quand on a déjà occupé un ou plusieurs emplois au Luxembourg.

Des candidats déjà convaincus

C'est le cas de Satalouth et d'Erkan, tous deux âgés de 30 ans. Le premier vient de Rombas et a huit ans d'expérience dans la grande distribution au Grand-Duché. Le second a fait la route depuis Woippy pour proposer ses services dans le domaine de la logistique. « J'ai encore eu des missions cet été. Pour un travail à 1.300 ou 1.400 euros en France, je touche le double au Luxembourg », explique Erkan. « Y'a pas photo! », résume simplement Satalouth, qui met aussi en avant la richesse culturelle et «l'ouverture d'esprit», qu'il apprécie au Luxembourg.

« J'avais un taux horaire intéressant en Bretagne. Mais pour retrouver un niveau équivalent ici, il y a seulement le Luxembourg qui pourrait convenir. »

Madleen, 35 ans

Originnaire de Bretagne et récemment installée à Homécourt

Madleen, quant à elle, n'a pas encore d'expérience professionnelle au Grand-Duché, mais ce ne serait pas totalement un saut dans l'inconnu. Son conjoint y travaille depuis dix ans. La trentenaire est arrivée récemment de Bretagne, où elle occupait un poste de magasinier en pièces détachées pour l'automobile, pour emménager à Homécourt. Avec donc l'espoir de trouver un emploi au Luxembourg. Là encore, la raison est principalement financière. «

Pourtant, j'avais un taux horaire intéressant en Bretagne. Mais pour retrouver un niveau équivalent ici, il y a seulement le Luxembourg qui pourrait convenir », souligne-t-elle.

En quête de reconnaissance et de sérénité

Un meilleur niveau de vie, c'est aussi ce que recherche Aurélien, 42 ans, de Jarny. Chauffeur de taxi encore en activité, il cherche une opportunité de reconversion avec un objectif clair : « Quitter la France ! » Professionnellement, tout du moins. Il ne mâche pas ses mots contre son pays. « Le système français ne récompense pas. Cela fait 25 ans que je bosse, et cela fait 25 ans que j'arrive simplement à maintenir mon niveau de vie. Aujourd'hui, je veux changer de rythme de vie, arrêter de bosser les week-ends, et je veux pouvoir être serein à la fin du mois. Et pour cela, l'argument financier est évidemment un plus. »

•